

**POLITIQUE:** Équipements de protection individuels

<b>Date d'approbation:</b>	9 novembre 1999	<b>Service dispensateur:</b>	Ressources humaines
<b>Date d'entrée en vigueur:</b>	9 novembre 1999	<b>Remplace la politique:</b>	1356-02-99-01
<b>Date de révision:</b>	Au besoin		

## 1.0 OBJECTIF

- 1.1 Préciser les équipements de protection individuels mis à la disposition des employés de la commission pour protéger leur santé et assurer leur sécurité et leur intégrité physique.

## 2.0 ÉNONCÉ

- 2.1 Les employés de la commission sont tenus de porter ou d'utiliser l'équipement prévu pour leur protection et mis à leur disposition.
- 2.2 Les employés de la commission sont tenus de porter, dans les lieux où il est requis de le faire,
- le casque de sécurité
  - les lunettes de protection ou l'écran facial
  - les chaussures de sécurité
  - les protecteurs auriculaires
  - les appareils respiratoires
  - les cagoules
  - les tabliers
  - les jambières
  - les manchettes
  - les gants
  - tout autre équipement de protection.
- 2.3 Les chaussures de sécurité sont fournies gratuitement:
- a) aux employés réguliers à temps plein et à temps partiel œuvrant dans les endroits suivants:
- Ateliers de foresterie
  - Ateliers de mécanique
  - Atelier d'hydrothermie
  - Magasins d'enseignement professionnel
  - Et endroits de stage concernés
- b) aux employés réguliers à temps plein et à temps partiel exposés à des dangers d'accident aux pieds dans l'exercice de leurs fonctions, à savoir:

- ouvrier d'entretien
  - opérateur de duplicateur offset
  - cuisinier
  - aide général de cuisine
  - concierge
  - magasinier
  - surveillant de travaux
- c) aux employés en disponibilité lorsqu'ils assument une fonction nécessitant le port de telles chaussures.
- 2.4 Tous les autres employés, qui assument une fonction nécessitant le port d'équipements de sécurité, doivent fournir et porter leurs propres équipements de sécurité lorsque nécessaires. La commission en fait une condition d'embauche.
- 2.5 L'employé concerné par cette mesure pourra choisir:
- entre un soulier ou une botte d'un type préalablement choisi mis à sa disposition;
  - parmi un éventail plus large et prédéterminé à la condition qu'il acquitte, sur-le-champ, la différence de prix.
- 2.6 En aucun temps, la commission ne remplacera les chaussures de sécurité suite à une perte, un bris, un vol, une usure prématurée, etc.
- 2.7 Le remplacement des chaussures de sécurité se fait sur remise des chaussures usagées.
- 2.8 Quiconque doit porter des chaussures orthopédiques doit en faire la preuve par recommandation d'un professionnel en la matière.
- 2.9 Tout employé dérogeant à la présente politique pourra être l'objet de mesure administrative et/ou disciplinaire.
- 2.10 Les directions d'écoles, de centres ou de services, conjointement avec les Services des ressources humaines assument la responsabilité de l'application de la présente politique.